



RAPPORT FINANCIER 2025



RAPPORT FINANCIER 2025

| | |
|---|----|
| 1. RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE | 3 |
| 2. BILAN ET COMPTE DE RÉSULTATS | 12 |
| 2.1. Bilan | 13 |
| 2.2. Compte de résultats | 15 |
| 2.3. Affectations et prélèvements | 16 |
| 3. RÈGLES D'ÉVALUATION | 17 |
| 4. BILAN SOCIAL | 24 |
| 5. RAPPORT DE RÉMUNÉRATION | 29 |
| 6. RAPPORT DU COLLÈGE DES COMMISSAIRES | 37 |

→ Sur base de l'article 3:17 du CSA, les comptes sociaux repris ci-après le sont dans une version abrégée des comptes annuels qui ne reproduit pas l'ensemble des annexes requises par la Loi.

→ La version intégrale des comptes annuels tels qu'ils seront déposés à la Banque Nationale de Belgique peut être obtenue sur simple demande au siège de la Société ; ils sont également disponibles sur le site internet : www.swde.be.



Rapport de gestion

1



1. COMMENTAIRES SUR LES COMPTES ANNUELS

1.1. SITUATION BILANTAIRE

ACTIF

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les **immobilisations corporelles et incorporelles** sont en hausse de 142.154 milliers € par rapport à l'exercice précédent. Elles atteignent 2.253.912 milliers € au 31 décembre 2025 contre 2.111.758 milliers € au 31 décembre 2024.

La Société mène une politique d'investissement active pour faire face au vieillissement de son réseau de canalisations et à la sécurisation de l'alimentation via le Schéma Régional des Ressources en Eau. Ses priorités incluent le renouvellement ciblé des infrastructures et la modernisation des installations en optimisant l'allocation des ressources.

Les **investissements de l'année** s'élèvent à 266.746 milliers €.

Les acquisitions d'immobilisations en cours :

- 133.444 milliers € relatifs à la réalisation du programme des travaux ;
- 97.567 milliers € liés aux travaux relatifs à la sécurisation de l'alimentation en eau au travers de la réalisation du Schéma Régional des Ressources en Eau (SRRE) ;
- 14.504 milliers € pour les nouveaux raccordements, compteurs et appareils ;
- 8.185 milliers € pour les réparations préventives de fuites sur conduites, appareils et raccordements ;
- 10.493 milliers € pour le plan stratégique ;

Les autres acquisitions sont composées de coûts pour l'obtention de :

| | | |
|------------------------------|---|----------------|
| certificats verts | > | 592 milliers € |
| machines et outillage | > | 980 milliers € |
| meublier et matériel roulant | > | 405 milliers € |

Les **amortissements actés**, y compris exceptionnels durant l'exercice, s'élèvent à 123.799 milliers € répartis de la manière suivante :

- 120.967 milliers € pour les immobilisations corporelles ;
- 2.832 milliers € pour les immobilisations incorporelles.

Les extournes d'amortissements sur les sorties d'actifs s'élèvent à 2.051 milliers €. Elles reprennent les ventes et les désaffectations de terrains et constructions pour 620 milliers €, de machines et outillages pour 671 milliers € et de mobilier et matériel roulant pour 760 milliers €.

Immobilisations financières

Les **immobilisations financières** augmentent de 15.800 milliers € en 2025 en raison de l'octroi d'un prêt à la Société de Financement des Eaux.

Elles s'élèvent à 46.861 milliers € au 31 décembre 2025 :

- 42.630 milliers € de participations dans les entreprises liées ;
- 875 milliers € de participations dans les entreprises avec lien de participation ;
- 3.356 milliers € d'autres immobilisations financières dont 3.334 milliers € d'actions et parts.

Créances à plus d'un an

Les **créances à plus d'un an** s'élèvent à 34.319 milliers € au 31 décembre 2025.

En 2021, la SWDE a conclu avec l'INASEP une convention pour la valorisation des eaux d'exhaure. Un prêt de 10.600 milliers € a été octroyé. Chaque année, 530 milliers € sont reclassés dans les créances à un an au plus. Au 31 décembre 2025, le solde de cette créance long terme est de 7.950 milliers €.

Les autres créances sont constituées de subventions et s'élèvent à 26.332 milliers € à la clôture de l'exercice.

Le 4 décembre 2025, dans son arrêté, le Gouvernement wallon a octroyé une subvention de 40.000 milliers € dans le cadre du schéma régional des ressources en eau. 20.000 milliers € ont été liquidés en 2025 et les 20.000 milliers restants seront liquidés dans les années futures selon les modalités de liquidation de l'AGW.

Concrètement, ce subside de 40.000 milliers € est destiné d'une part à couvrir les coûts des travaux actuellement à l'étude ou en cours de réalisation pour 29.270 milliers € et d'autre part à renforcer et sécuriser la qualité de l'eau pour 10.730 milliers €.

Créances commerciales

Les **créances commerciales**, y compris les factures à émettre, affichent une augmentation de 5.876 milliers €, passant de 51.161 milliers € à 57.036 milliers €.

Les créances douteuses sont en hausse de 4.390 milliers €. Ces créances sont isolées des autres créances commerciales et font l'objet, comme prévu par le plan comptable de l'eau, de réductions de valeur dont le taux varie en fonction de l'ancienneté de la créance.

Autres créances

Les **autres créances** s'élèvent à 15.448 milliers € au 31 décembre 2025.

Elles sont constituées essentiellement :

- des créances TVA à récupérer pour 8.306 milliers € ;
- des subventions à recevoir pour le Schéma Régional des Ressources en Eau, les projets internationaux et les projets en matière de qualité d'eau et de stratégie pour 6.478 milliers €.

Au terme de l'exercice, la Société possède des placements de trésorerie pour 3.500 milliers € et des valeurs disponibles pour 39.277 milliers €.

Les comptes de régularisation de l'actif

Les **comptes de régularisation de l'actif** s'élèvent à 100.429 milliers € au 31 décembre 2025 :

- 70.486 milliers € d'ajustement du CVA ;
- 27.692 milliers € de solde de la prime de 40.000 milliers € relative à l'assurance pensions. 3.077 milliers sont pris en charge durant 13 ans à partir de l'exercice 2022 ;
- 1.662 milliers € de solde à amortir du goodwill constaté lors de la fusion avec l'AIE et Aquasambre ;
- 319 milliers € de charges à reporter au niveau des services et biens divers ;
- 140 milliers € de produits à recevoir de l'AVIQ ;
- 130 milliers € d'intérêts créditeurs.

PASSIF

Apports

Au 31 décembre 2025, les **capitaux propres** s'élèvent à 1.523.277 milliers € contre 1.464.938 milliers €. L'augmentation de 58.339 milliers € s'explique par :

- le résultat de l'exercice de 19.100 milliers € ;
- la comptabilisation pour 39.239 milliers € d'une partie des subsides en capital liés aux programmes des travaux, aux extensions de réseau et aux nouveaux raccordements ainsi que des projets stratégiques subsidiés.

Provisions pour risques et charges

Les **provisions pour risques et charges** se totalisent à 15.186 milliers € :

SITUATION AU 31/12/2025

| Montants en milliers € | 01/01/2025 | Dotations | Utilisations | Reprises | 31/12/2025 |
|--|---------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| Personnel | 9.289 | 771 | 1.160 | 815 | 8.084 |
| Fonds social de l'eau et amélioration technique Décret | 3.605 | 3.637 | 3.165 | 277 | 3.800 |
| Intempéries | 1.763 | 0 | 0 | 0 | 1.763 |
| Litiges en cours | 1.436 | 318 | 81 | 630 | 1.043 |
| Incidents d'exploitation | 0 | 497 | 0 | 0 | 497 |
| Total | 16.092 | 5.222 | 4.407 | 1.722 | 15.186 |
| | | | -906 | | |

Dettes financières long terme

Les **dettes financières long terme** enregistrent une augmentation par rapport à l'exercice précédent de 124.207 milliers € (+19,3%).

Lors de cet exercice, la Société a souscrit des emprunts pour un montant global de 175.000 milliers € pour faire face à ses besoins de trésorerie, notamment pour financer les dépenses liées au Schéma Régional des Ressources en Eau (SRRE).

Dettes à plus d'un an échéant dans l'année

Les **dettes à plus d'un an échéant dans l'année** augmentent de 6.257 milliers € (+14,3%) par rapport à l'exercice précédent.

Le recours au financement long terme explique cette variation.

Dettes financières court terme

Les **dettes financières court terme** diminuent de 10.000 milliers € (-28,6%) en 2025.

En début d'exercice, la Société a remboursé la dette de 35.000 milliers € souscrite en 2024 et en fin d'exercice, elle a procédé à un tirage de ligne de crédit de 25.000 milliers €.

Dettes commerciales

Les **dettes commerciales** diminuent de 3.718 milliers € (-3,2%) et les **dettes fiscales, salariales & sociales** enregistrent une augmentation de 407 milliers € (+3,2%) par rapport à l'exercice précédent.

Autres dettes

Les **autres dettes** sont en augmentation de 11.511 milliers € (+83,9%) par rapport à l'exercice précédent.

Une partie de la subvention de 10.730 milliers € octroyée par le Gouvernement wallon le 4 décembre 2025 pour renforcer et sécuriser la qualité de l'eau est à répartir entre les différents distributeurs d'eau (actuellement 8.730 milliers sont à répartir).

Les comptes de régularisation du passif

Les **comptes de régularisation du passif** reprennent, d'une part, les **charges à imputer** pour un total de 3.780 milliers € soit les différentes charges d'intérêts et de couvertures latentes relatives à l'exercice 2025 pour lesquelles les extraits bancaires ne sont pas encore comptabilisés à la clôture de l'exercice et, d'autre part, les **produits à reporter** pour un total de 10.299 milliers € :

- 10.060 milliers € de CVA régularisation et étalement des 2% d'irrécupérables
- 239 milliers € de subsides à recevoir (missions internationales) :

COMPTE DE RÉSULTATS

Les **ventes d'eau distribution** sont en hausse de 33.138 milliers € (+14,1%). Cette hausse s'explique principalement par :

- l'augmentation tarifaire du CVD de 2,80€/m³ en 2024 à 3,15€/m³ à partir du 01/02/2025 à un impact de 27.390 milliers € ;
- la hausse des consommations de 2% à concurrence de 4.580 milliers € en raison d'une période de sécheresse relevée dans le courant du premier semestre 2025 ;
- la surévaluation des consommations 2024 à concurrence de 1.336 milliers €.

En application de la loi comptable et du principe de réalité économique, le chiffre d'affaires d'un exercice doit être calculé sur base des volumes fournis physiquement sur la même période. Or le cycle de facturation des consommations CVD s'étalant sur deux années, le chiffre d'affaires annuel comprend donc une estimation des volumes livrés sur l'exercice qui seront facturés l'exercice suivant, soit un montant de 130.108 milliers €. La méthode d'estimation des produits annuels est basée sur la dernière facturation réelle.

Par ailleurs, le mode de calcul d'estimation des consommations soumises au CVD a été affiné et prend en compte également une estimation des régularisations des consommations 2025 qui seront enregistrées au cours des années N+2 et suivantes. L'estimation actuelle des notes de crédit à établir s'élève à 2.302 milliers € pour l'année 2025.

Les **redevances CVD** de l'exercice 2025 sont en augmentation de 8.218 milliers € (+12,6%) et s'explique essentiellement par :

- la hausse tarifaire du CVD au 01/02/2025 à concurrence de 7.477 milliers € ;
- l'augmentation de 0,80% du nombre de compteurs par rapport à 2024 pour 740 milliers €.

Les **ventes d'eau production** restent stables par rapport à l'exercice précédent.

La **production immobilisée** est en hausse de 1.352 milliers € (+2,6%), essentiellement en raison de l'augmentation du taux horaire et du montant des travaux du plan stratégique sur lesquels sont calculés des frais d'études et surveillances.

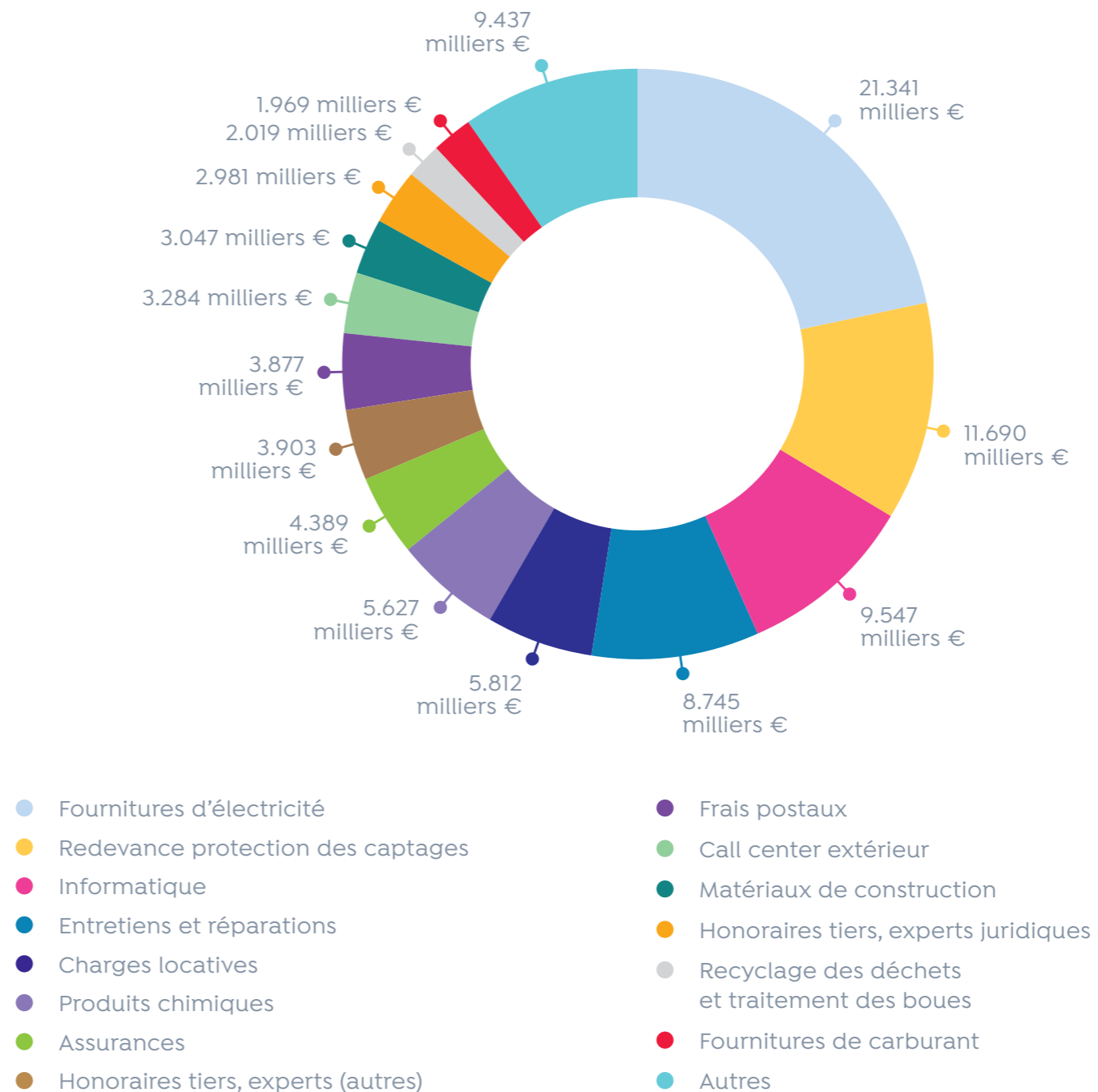
Cette rubrique est constituée des sorties magasins, des prestations du personnel SWDE et des surcharges stocks ainsi que des frais d'études et surveillances appliqués sur les prestations réalisées en régie ou via sous-traitance externe en matière d'immobilisations. Cet auto-investissement, qui constitue un produit d'exploitation, est porté à l'actif du bilan et neutralise les charges d'exploitation afférentes.

Les **produits d'exploitation non récurrents** s'élèvent à 979 milliers € et sont composés principalement des amendes dues par les fournisseurs (549 milliers €) et des plus-values sur les ventes de terrains de (237 milliers €).

Les **achats d'eau** s'élèvent à 26.959 milliers € au 31 décembre 2025 par rapport à 27.254 milliers € au 31 décembre 2024, soit une diminution de 296 milliers € (-1,1 %).

Les **services et biens divers** hors assainissement s'élèvent pour l'exercice 2025 à 97.669 milliers € contre 93.486 milliers € pour l'exercice 2024, soit une augmentation de 4.183 milliers € (+4,5%).

LA RÉPARTITION DES SERVICES ET BIENS DIVERS 2025 :



Les **rémunérations et charges salariales** s'établissent à 140.041 milliers € contre 136.026 milliers € en 2024, soit une hausse de 4.014 milliers € (+3%). Celle-ci est essentiellement due à l'indexation des salaires en mars 2025 qui représente un montant de 3.001 milliers €.

Les **autres charges d'exploitation** diminuent de 2.207 milliers € par rapport à l'exercice précédent en raison d'un ajustement au niveau de la contribution de prélèvement d'eau potabilisable de 2.351 milliers €. Le prix unitaire enregistré pour l'exercice 2024 est de 0,0976 €/m³. Or, pour les exercices 2024 et 2025, le prix unitaire de 2023 de 0,0875 €/m³ restait applicable.

Les **charges d'exploitation non récurrentes** s'élèvent à 839 milliers €.

Des amortissements exceptionnels de 373 milliers €, une moins-value de 296 milliers sur la vente d'un bâtiment et un rattrapage d'amortissements de 141 KEUR sur une conduite ont été comptabilisés. Le solde est constitué de pénalités, amendes et charges diverses pour 29 milliers €.

Le **résultat financier récurrent** présente un mali de 4.373 milliers € en 2025 contre un mali de 1.846 milliers € en 2024. Cette dégradation s'explique principalement par la hausse des charges financières. Cet exercice supporte le plein effet du recours au financement 2024 et l'effet partiel du recours au financement 2025.

Les **impôts** passent de 1.451 milliers € en 2024 à 1.421 milliers € en 2025. La charge fiscale estimée de l'exercice à l'impôt des personnes morales s'élève à 948 milliers € et le solde concerne le précompte mobilier de 473 milliers €.

2. PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Au 31 décembre 2025, la SWDE respecte les engagements de financement minimum légal tels que prévus en assurance de groupe.

La Société poursuit le monitoring de la présence de PFAS (ou « substances perfluoroalkylées ») dans l'eau de distribution. La norme de 100 ng/l pour PFAS-20 qui est entrée en vigueur le 20 février 2025 est respectée sur l'intégralité du réseau de distribution d'eau desservi par la SWDE.

Actuellement, la Société fait l'objet d'un dépôt de plainte en matière de PFAS mais ne dispose pas, à ce jour, de suffisamment d'éléments probants pour valoriser ce risque.

3. EVÈNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS APRÈS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Le Conseil d'administration n'a connaissance d'aucun événement important postérieur à la clôture susceptible de modifier de manière importante les résultats ainsi que la situation financière de la Société telle que reprise dans les comptes annuels.

4. ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Comme par le passé, la Société, en 2025, a maintenu ses efforts de recherche et développement dans les matières de la gestion à distance, de la qualité de l'eau et des techniques de potabilisation. La Société travaille également sur des solutions innovantes en matière de recherche de fuites ainsi que sur des solutions d'alimentation en eau hybride.

5. EXISTENCE DE SUCCURSALES

La SWDE ne dispose pas de succursale au sens de l'article 3 : 6 5° du CSA.

6. JUSTIFICATION DE L'APPLICATION DES RÈGLES COMPTABLES DE CONTINUITÉ

N/A

7. UTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La SWDE utilise des instruments de couverture de taux d'intérêt pour réduire son exposition aux risques de taux et aux fluctuations du prix de l'électricité et pour optimiser la structure de ses dettes.

8. CIRCONSTANCES SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INFLUENCE NOTABLE SUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA SOCIÉTÉ

Nous n'avons pas identifié de circonstances susceptibles d'avoir une influence notable sur le développement de la Société.

9. JUSTIFICATION DE L'INDÉPENDANCE ET DE LA COMPÉTENCE EN MATIÈRE DE COMPTABILITÉ ET D'AUDIT D'AU MOINS UN MEMBRE DU COMITÉ D'AUDIT

Dans le cadre d'une bonne gouvernance, le Conseil d'administration constitue en son sein des Comités spécialisés ayant pour mission de procéder à l'examen de questions spécifiques et de le conseiller à ce sujet. Les trois comités spécialisés sont le Comité stratégique, le Comité d'audit et le Comité des rémunérations.

Outre les obligations découlant du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, les Comités spécialisés se réunissent à la demande du Conseil d'administration, du Comité de direction ou d'initiative.

Les membres du Comité d'audit ont les compétences requises par le Code des sociétés et le décret du 12 février 2004 relatif à l'administrateur public

Fait à Verviers, le 27 mars 2026

Monsieur Stéphane NICOLAS
Président du Conseil d'administration

Bilan et compte de résultats

au 31 décembre 2025

2



1. BILAN AU 31 DECEMBRE 2025

ACTIF

Variation 12/2025 - 12/2024

| ACTIF (montants en milliers €) | 31/12/2025 | 31/12/2024 | Montant | % |
|---|------------------|------------------|----------------|---------------|
| ACTIFS IMMOBILISES | 2.300.773 | 2.142.819 | 157.954 | 7,37% |
| Frais d'établissement | 0 | 0 | 0 | 0,00% |
| Immobilisations incorporelles | 21.974 | 13.253 | 8.721 | 65,80% |
| Immobilisations corporelles | 2.231.938 | 2.098.505 | 133.433 | 6,36% |
| Terrains et constructions | 246.926 | 246.343 | 583 | 0,24% |
| Installations, machines et outillage | 1.639.758 | 1.551.398 | 88.361 | 5,70% |
| Mobilier et matériel roulant | 4.876 | 6.783 | -1.908 | -28,12% |
| Location-financement et droits similaires | 0 | 0 | 0 | 0,00% |
| Autres immobilisations corporelles | 202 | 215 | -13 | -6,25% |
| Immobilisations en cours et acomptes versés | 340.176 | 293.765 | 46.411 | 15,80% |
| Immobilisations financières | 46.861 | 31.061 | 15.800 | 50,87% |
| ACTIFS CIRCULANTS | 255.099 | 226.325 | 28.774 | 12,71% |
| Créances à plus d'un an | 34.319 | 27.707 | 6.612 | 23,86% |
| Stocks et commandes en cours d'exécution | 5.090 | 6.991 | -1.901 | -27,19% |
| A. Stocks | 5.090 | 4.818 | 273 | 5,66% |
| B. Commandes en cours d'exécution | 0 | 2.173 | -2.173 | -100,00% |
| Créances à un an au plus | 72.484 | 63.000 | 9.484 | 15,05% |
| A. Créances commerciales | 57.036 | 51.161 | 5.876 | 11,48% |
| B. Autres créances | 15.448 | 11.840 | 3.608 | 30,48% |
| Placements de trésorerie | 3.500 | 7.500 | -4.000 | -53,33% |
| Valeurs disponibles | 39.227 | 20.652 | 18.624 | 90,18% |
| Comptes de régularisation | 100.429 | 100.474 | -45 | -0,04% |
| TOTAL DE L'ACTIF | 2.555.872 | 2.369.143 | 186.729 | 7,88% |

PASSIF

Variation 12/2025 - 12/2024

14

| PASSIF (montants en milliers €) | 31/12/2025 | 31/12/2024 | Montant | % |
|--|------------------|------------------|----------------|---------------|
| CAPITAUX PROPRES | 1.523.277 | 1.464.938 | 58.339 | 3,98% |
| Primes d'émission | 1.107.865 | 1.107.865 | 0 | 0,00% |
| Plus-values de réévaluation | 16.977 | 18.038 | -1.061 | -5,88% |
| Réserves | 73.767 | 53.606 | 20.161 | 37,61% |
| Réserves indisponibles | 28.304 | 28.304 | 0 | 0,00% |
| Réserves disponibles | 45.462 | 25.301 | 20.161 | 79,68% |
| Résultat à reporter | 0 | 0 | 0 | 0,00% |
| Subsides en capital | 324.669 | 285.430 | 39.239 | 13,75% |
| PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS | 15.186 | 16.092 | -906 | -5,63% |
| Provisions pour risques et charges | 15.186 | 16.092 | -906 | -5,63% |
| Impôts différés | 0 | 0 | 0 | 0,00% |
| DETTES | 1.017.409 | 888.113 | 129.296 | 14,56% |
| Dettes à plus d'un an | 770.755 | 647.823 | 122.932 | 18,98% |
| Dettes financières | 769.114 | 644.908 | 124.207 | 19,26% |
| Dettes commerciales | 1.353 | 2.641 | -1.288 | -48,77% |
| Acomptes reçus sur commandes | 128 | 114 | 14 | 11,80% |
| Autres dettes | 160 | 160 | 0 | 0,00% |
| Dettes à un an au plus | 232.575 | 225.954 | 6.621 | 2,93% |
| Dettes à plus d'un an échéant dans l'année | 50.113 | 43.856 | 6.257 | 14,27% |
| Dettes financières | 25.000 | 35.000 | -10.000 | -28,57% |
| Dettes commerciales | 113.280 | 116.997 | -3.718 | -3,18% |
| Acomptes reçus sur commandes | 5.851 | 3.688 | 2.163 | 58,65% |
| Dettes fiscales, salariales et sociales | 13.102 | 12.695 | 407 | 3,21% |
| Autres dettes | 25.229 | 13.718 | 11.511 | 83,91% |
| Comptes de régularisation | 14.708 | 14.336 | -258 | -1,80% |
| TOTAL DU PASSIF | 2.555.872 | 2.369.143 | 186.729 | 7,88% |

2. COMPTE DE RÉSULTATS

15

| Montants en milliers € (hors assainissement) | Variation 12/2025 - 12/2024 | | | |
|---|-----------------------------|-----------------|----------------|-----------------|
| | 31/12/2025 | 31/12/2024 | Montant | % |
| Chiffre d'affaires et variation des en-cours | 379.449 | 340.575 | 36.813 | 10,74% |
| Production immobilisée | 54.062 | 52.710 | 1.352 | 2,57% |
| Autres produits d'exploitation | 39.520 | 34.404 | 7.177 | 22,19% |
| Produits d'exploitation non récurrents | 979 | 1.028 | -49 | -4,74% |
| Produits d'exploitation | 474.010 | 428.717 | 45.293 | 10,56% |
| Approvisionnements et marchandises | -58.141 | -58.349 | 208 | -0,36% |
| Services et biens divers | -97.669 | -93.486 | -4.183 | 4,47% |
| Rémunérations, charges sociales et pensions | -140.041 | -136.026 | -4.014 | 2,95% |
| Amortissements | -123.285 | -116.410 | -6.876 | 5,91% |
| Recouvrement créances commerciales | -12.493 | -12.054 | -439 | 3,64% |
| Provisions | 906 | -3.053 | 3.959 | -129,67% |
| Autres charges d'exploitation | -17.554 | -19.686 | 2.132 | -10,83% |
| Charges d'exploitation non récurrentes | -839 | -458 | -382 | 83,40% |
| Charges d'exploitation | -449.116 | -439.522 | -9.594 | 2,18% |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION | 24.893 | -10.806 | 35.699 | -330,38% |
| Produits financiers récurrents | 15.570 | 15.383 | 187 | 1,22% |
| Produits financiers non récurrents | 0 | 24.542 | -24.542 | -100,00% |
| Charges financières récurrentes | -19.943 | -17.228 | -2.714 | 15,75% |
| Charges financières non récurrentes | 0 | -186 | 186 | -100,00% |
| RÉSULTAT FINANCIER | -4.373 | 22.510 | -26.882 | -119,43% |
| Charges fiscales | -1.421 | -1.451 | 30 | -2,06% |
| RÉSULTAT NET | 19.100 | 10.253 | 8.846 | 86,28% |

3. AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS

| | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|---------------|---------------|
| Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter | 19.100 | 10.253 |
| Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter | 19.100 | 10.253 |
| Bénéfice (Perte) reporté(e) de l'exercice précédent | 0 | 0 |
| Prélèvements sur les capitaux propres | 0 | 0 |
| sur les réserves | 0 | 0 |
| Affectations aux capitaux propres | 19.100 | 10.253 |
| à la réserve légale | 0 | 0 |
| aux autres réserves | 19.100 | 10.253 |
| Bénéfice (Perte) à reporter | 0 | 0 |
| Bénéfice à distribuer | 0 | 0 |
| Rétribution des actionnaires | 0 | 0 |

Règles d'évaluation

3



1. Actif

Frais d'établissement

Les frais d'établissement sont immédiatement pris en charge.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Pour les immobilisations incorporelles et corporelles dont l'utilisation est limitée dans le temps, les taux d'amortissements inéaires suivants sont appliqués pour les 12 mois de l'exercice (sans considération de leur date d'acquisition) :

→ Immobilisations incorporelles 20 %

Depuis 2016, conformément à l'arrêté royal du 18 décembre 2015, les frais de recherche ne sont plus immobilisés. Les frais de recherche immobilisés antérieurement au 1^{er} janvier 2016 continuent à être amortis suivant les règles d'évaluation déjà en vigueur.

Les certificats verts octroyés par la CWaPE à la SWDE pour la production d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables sont comptabilisés dans les immobilisations incorporelles et sont valorisés au prix minimum garanti par la loi ou au prix fixé par tout autre intermédiaire.

Les cessions de certificats verts s'opèrent en fonction de la date de péremption (sortie en premier lieu des avoirs les plus anciens).

Il n'y a aucun amortissement pratiqué sur les certificats verts.

→ Immobilisations corporelles

Les réseaux sont repris à leur valeur conventionnelle tenant compte de leur vétusté.

Ils sont amortis, dès l'année de leur acquisition par la SWDE, comme tout bien neuf, suivant les règles d'évaluations attachées à la catégorie d'immobilisé à laquelle ils appartiennent.

Terrains

Les acquisitions d'emprises et leurs frais accessoires sont comptabilisés sous cette rubrique depuis l'exercice 2015. Aucun amortissement n'est pratiqué.

Constructions

> Bâtiments technico-administratifs

| | |
|-------------------|--------------------|
| Antérieurs à 1987 | 5 % |
| De 1987 à 1997 | 3,33 % (dégressif) |
| De 1997 à 2006 | 3,33 % |
| Depuis 2006 | 3,33 % |

> Bâtiments de production

| | |
|-------------------|--------------------|
| Antérieurs à 1987 | 5 % |
| De 1987 à 1997 | 3,33 % (dégressif) |
| De 1997 à 2006 | 3,33 % |
| De 2006 à 2014 | 5 % |
| Depuis 2014 | 3,33 % |

Les améliorations durables, d'un montant global inférieur à 20.000 € ou d'un montant global supérieur à 20.000 € mais constituées d'un nombre important de postes divers de faibles valeurs unitaires, apportées aux bâtiments administratifs, de production et des centres d'exploitation sont immobilisées et amorties au taux de 10% l'an à partir de l'exercice comptable 2018.

Installations, machines et outillage

> Canalisations

| | |
|-------------------|-----------------|
| Antérieurs à 1987 | 3,33 % |
| De 1987 à 1997 | 2 % (dégressif) |
| De 1997 à 2006 | 2 % |
| De 2006 à 2014 | 3,33 % |
| Depuis 2014 | 2 % |

> Equipements électromécaniques et Appareillages

| | |
|-------------------|------------------|
| Antérieurs à 1987 | 10 % |
| De 1994 à 1997 | 10 % (dégressif) |
| De 1997 à 2006 | 10 % |
| De 2006 à 2014 | 10 % |
| Depuis 2014 | 6,67 % |

> Remplacements raccordements

| | |
|----------------|--------|
| Avant 2006 | 10 % |
| De 2006 à 2014 | 5 % |
| Depuis 2014 | 3,33 % |

> Remplacements compteurs

| | |
|----------------|--------|
| Avant 2006 | 10 % |
| De 2006 à 2014 | 12,5 % |
| Depuis 2014 | 6,25 % |

> Télégestion

10 %

> Outillage

20 %

| | |
|-------------|---------------|
| Laboratoire | 14,29 ou 20 % |
| Radio | 10 % |

Mobilier, vélo électrique et matériel roulant

> Matériel informatique

25 %

> Mobilier et matériel de bureau

10 %

> Matériel roulant neuf

| | |
|---|------|
| Voitures, camionnettes | 20 % |
| Camions | 10 % |
| Vélos électriques | 25 % |
| Mini-pelles | 20 % |
| Mini-pelles (à partir de 2015) | 10 % |
| Excavatrices et engins lourds de chantier | 10 % |

> Matériel roulant d'occasion

Le taux de base pratiqué (converti en années) pour le matériel roulant neuf est augmenté du nombre d'années qui sont écoulées depuis la date de la première mise en service du matériel roulant. Pour déterminer celle-ci, on se base sur le certificat d'immatriculation ou, à défaut, tout document comptable du vendeur.

Les travaux sur raccordements

Depuis 2010, les travaux (principalement d'installation) sur raccordements, compteurs et appareillages y liés font l'objet d'une facturation envers la clientèle et sont activés sous la rubrique des immobilisations corporelles.

Ces immobilisés sont valorisés à leur prix de revient augmenté des frais généraux de 15% sur les sorties de stock et de 15% sur l'ensemble des coûts. En contrepartie, le produit de la facturation fait l'objet de l'enregistrement d'un subside à due concurrence au passif du bilan.

Les taux d'amortissement calculés sur ces travaux facturés sont identiques à ceux pratiqués pour le remplacement de raccordements, de compteurs et d'appareillages depuis 2006. A partir du 1^{er} janvier 2014, les durées d'amortissement des travaux de remplacements de raccordements, de compteurs et d'appareillages sont modifiées. Lors de l'immobilisation de ces travaux, les taux d'amortissement changent pour respecter les nouvelles règles d'évaluation.

Les travaux d'extension de réseau de distribution d'eau apportés par des tiers à titre gratuit

Depuis l'exercice 2011, les travaux d'extension de réseaux réalisés par des tiers avec apport à titre gratuit à la SWDE, dans le respect des obligations imposées par le décret du 12 février 2004 (relatif à la tarification et aux conditions générales de distribution publique de l'eau en Wallonie) sont immobilisés pour le montant du devis SWDE, hors frais généraux et incluant le coût des terrassements.

Le montant de l'apport doit être considéré comme un subside et enregistré comme tel au passif du bilan. Les taux d'amortissement calculés sur ces subsides sont identiques à ceux pratiqués pour les immobilisations correspondantes.

Frais d'études et de surveillance

Depuis 2015, les études et les frais de surveillance externalisés liés aux travaux contribuant à la pérennisation de l'alimentation en eau (Schéma Régional des Ressources en Eau) sont immobilisés comme coût accessoire des immobilisations corporelles auxquels ils ont contribué.

Depuis le 1 janvier 2022, des frais d'études et surveillance sont calculés à hauteur de 15% sur les coûts en cas de réalisation des travaux afin de couvrir les frais d'études et de surveillance, ceux-ci sont portés en immobilisations corporelles.

Un taux de couverture forfaitaire de 2,5% de frais de pré-étude, de supervision et de gestion est appliqué sur les travaux contribuant à la pérennisation des outils de production, du réseau de distribution et du patrimoine immobilier dont l'étude et la surveillance sont externalisées. Ceux-ci sont portés en immobilisations corporelles.

Pour les projets liés à la stratégie, des frais d'encadrement sont calculés à hauteur de 15% sur les coûts afin de couvrir les frais d'encadrement, de coordination et de mise en œuvre. Ceux-ci sont immobilisés comme coût accessoire des immobilisations incorporelles auxquels ils ont contribué.

Les nouvelles immobilisations liées au matériel informatique ne font quant à elles plus l'objet de coûts annexes via le calcul de frais d'encadrement.

Réparation de fuites découvertes à la suite d'une recherche planifiée par les cellules RF

À dater de l'exercice 2017, les réparations de conduites, appareillages et raccordements liées à une recherche de fuite planifiée sont immobilisées et amorties de manière linéaire sur une durée de 10 ans.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont portées à l'actif du bilan à leur valeur d'acquisition.

Stocks

Les stocks sont valorisés au coût d'acquisition, comprenant le prix d'achat et les frais accessoires. Les entrées et les sorties de stocks sont réalisées selon la méthode du prix moyen pondéré.

La méthode portant sur les réductions de valeur tient compte du taux de rotation de chaque type de stock (pièces de distribution, pièces de production, matériel électrique, petits compteurs, grands compteurs et divers). Par contre, pour le type de stock « masse d'habillement », qui fait partie du stock de la Société depuis l'exercice 2010, aucune réduction de valeur ne doit être appliquée.

La période du calcul du taux de rotation est de 1 an pour tous les articles mis à part pour les articles de production qui subissent moins de rotation et qui est portée à 5 ans.

Le taux de rotation est le résultat des quantités consommées divisé par le stock moyen.

Réductions de valeur pour les pièces de production et les petits compteurs

| Taux de rotation | Taux réduction de valeur |
|------------------|--------------------------|
| entre 99 et 51 | 15% |
| entre 50 et 01 | 30% |
| inférieur à 01 | 45% |

Réductions de valeur pour tous les autres types de stocks

| Taux de rotation | Taux réduction de valeur |
|------------------|--------------------------|
| entre 99 et 51 | 25% |
| entre 50 et 01 | 50% |
| inférieur à 01 | 75% |

La possibilité d'exclure les nouveaux articles créés durant les deux dernières années a été choisie afin de ne pas réduire la valeur des nouvelles pièces qui n'ont pas encore été consommées.

Commandes en cours d'exécution

Les commandes en cours d'exécution sont valorisées au prix de revient augmenté de frais généraux forfaitaires.

Factures à émettre dans le cadre de l'annualisation des produits sur vente d'eau distribution

En application de la loi comptable et du principe de réalité économique, le chiffre d'affaires d'un exercice doit être calculé sur base des volumes fournis physiquement sur la même période. Or le cycle de facturation des consommations CVD s'étalant sur deux années, le chiffre d'affaires annuel comprend donc une estimation des volumes livrés sur l'exercice qui seront facturés l'exercice suivant. La méthode d'estimation des produits annuels est basée sur la dernière facturation réelle.

De plus, le mode de calcul d'estimation des consommations soumises au CVD prend en compte également une estimation des régularisations des consommations de l'exercice qui seront enregistrées au cours des années N+2 et suivantes. L'estimation de cette note de crédit à établir se base sur les données historiques de facturation..

Créances douteuses

Pour les créances commerciales, les créances douteuses sont isolées des autres créances commerciales à un an au plus après 120 jours en tenant compte des montants inscrits au crédit des comptes clients.

Ces créances font l'objet d'une réduction de valeur déterminée sur la base forfaitaire en fonction de l'antériorité des créances ouvertes :

| | | |
|---|----------------------|-------|
| > | Au-delà d'un an | 30 % |
| > | Au-delà de deux ans | 75 % |
| > | Au-delà de trois ans | 100 % |

Placements de trésorerie

Les titres à revenus fixes sont évalués à leur valeur d'acquisition. Lorsque la valeur d'acquisition diffère de la valeur de remboursement, la différence est prise en résultat prorata temporis sur la durée restant à courir des titres.

Comptes de régularisation de l'actif

Ils comprennent :

- Les charges exposées pendant l'exercice mais imputables, en tout ou en partie, à un exercice ultérieur ;
- Les revenus, ou fractions de revenus qui sont à rattacher à l'exercice en cours mais dont la perception n'aura lieu qu'au cours de l'exercice suivant.

En sa séance du 3 décembre 2021, le Conseil d'administration a décidé d'effectuer, en 2022, le versement d'une prime unique de 40.000 milliers € à l'assurance pensions afin de consolider les réserves et permettre de diminuer le financement futur des pensions du personnel statutaire de la SWDE.

En sa séance du 1^{er} avril 2022, le Conseil d'administration a approuvé l'étalement sur 13 ans de la prise en charge de la prime unique de 40.000 milliers € qui sera versée en 2022. Cet étalement est justifié par le fait que, en l'absence de ce versement unique, la Société aurait été tenue – en sus de la dotation annuelle – de procéder annuellement à des versements complémentaires pour maintenir, à terme, les couvertures requises. L'adoption de la présente règle permet en conséquence d'assurer une meilleure corrélation entre charges et revenus en base annuelle grâce au lissage des charges et une adaptation progressive du tarif.

Les goodwill dégagés lors des fusions avec Aquasambre, l'IDEMLS et l'AIE ont été répartis dans les différentes rubriques d'immobilisés proportionnellement aux actifs apportés et amortis suivant les règles d'évaluation en vigueur à la SWDE. Au 31 décembre 2006, un amortissement annuel de 1.852 milliers € a été comptabilisé dans les comptes de la SWDE. Or, la fusion est intervenue au 1^{er} décembre 2006, une charge à reporter de 11/12^{ème} de l'amortissement annuel a donc été comptabilisée au 31 décembre 2006 pour 1.697 milliers €. Ce montant sera pris en charge selon les échéances suivantes :

| Année de la prise en charge | Montant à prendre en charge |
|-----------------------------|-----------------------------|
| 2014 | 28.181,31 € |
| 2016 | 7.028,51 € |
| 2026 | 53.387,64 € |
| 2036 | 1.608.667,32 € |
| | 1.697.264,78 € |

Subsides

Les subsides sont amortis au même rythme que les immobilisations y afférentes.

Pour les projets initiés à partir de 2008, l'intervention partielle ou totale que la SPGE réalise dans le cadre de la protection des captages et qui porte sur l'acquisition d'une immobilisation corporelle fait l'objet d'un enregistrement en subside. Cette intervention est amortie au même rythme que l'actif immobilisé correspondant.

Les montants payés par les tiers pour les dossiers de travaux d'extensions créés à partir de 2008 et pour les dossiers de raccordements encore en cours ou créés à partir de 2010 sont comptabilisés en subside. Cette intervention est amortie au même rythme que l'actif immobilisé correspondant.

Toutefois, lorsque le subside relatif à l'extension est inférieur au coût du travail, il est lié, en priorité, à la canalisation et amorti au même rythme que celle-ci.

Provision pour intempéries

A compter du 31 décembre 2024 et en accord avec l'avis de la CNC 2018-25, la provision pour intempéries ne fait plus l'objet de dotation.

Provision pour personnel

Dans le cadre du plan stratégique de la SWDE et plus particulièrement de l'objectif de développement d'une nouvelle dynamique des ressources humaines, une provision est constituée afin de couvrir les charges probables relatives à la reconversion et au coût de reclassement d'une partie du personnel. Son montant est adapté annuellement afin de tenir compte des évolutions de la population concernée et des hypothèses (notamment économiques) sous-jacentes.

A partir du 1^{er} janvier 2024, une provision est constituée pour couvrir les cotisations en matière de pension pour le personnel en congé pour mission.

A partir de l'exercice 2024, une provision est constituée pour couvrir la contribution de la Société dans la cotisation d'assurance soins de santé des pensionnés.

Acomptes vente d'eau et trop perçus clients

Depuis l'exercice 2010, les acomptes facturés relatifs à la vente d'eau, ne sont plus repris au passif du bilan mais en diminution de l'actif (créances commerciales).

A partir de l'exercice 2017, les montants créditeurs relatifs à des comptes clients « eau » dormants ne pouvant pas faire l'objet d'un rapprochement comptable et remontant à 5 ans et plus seront soldés et comptabilisés au compte de résultats au titre d'autres produits d'exploitation. La catégorie client « administrations publiques » est exclue de ce traitement comptable.

Comptes de régularisation du passif

Ils comprennent :

- Les charges afférentes à l'exercice mais qui ne seront payées qu'au cours de l'exercice ultérieur
 - Les revenus perçus au cours de l'exercice mais qui sont imputables, en tout ou en partie, à un exercice ultérieur
 - Les produits forfaitaires obtenus de la SPGE en compensation des créances assainissement irrécouvrables. Ces revenus sont comptabilisés en produits d'exploitation au même rythme que les réductions de valeur actées sur les créances douteuses.
-

3. Droits et engagements hors bilan

Les droits et engagements hors bilan sont mentionnés à l'annexe, par catégorie, pour la valeur nominale figurant au contrat ou à la convention ou à défaut pour leur valeur estimée.

4. Consolidation

Selon l'article 3:96 de l'arrêté royal du 29 avril 2019 relatif aux comptes consolidés des entreprises, le périmètre de consolidation est formé en principe par l'entreprise consolidante et l'ensemble des filiales de droit belge et de droit étranger qu'elle contrôle.

Le Conseil d'administration a décidé de laisser en dehors du périmètre de consolidation les filiales dont l'importance est négligeable. L'inclusion de ces filiales serait sans intérêt sous l'angle de l'appréciation du patrimoine et de la situation financière de la SWDE.

Selon ce principe, la règle retenue consiste à ne pas prendre dans le périmètre les filiales dont la part de l'actif net par rapport à l'actif net de la maison mère est inférieure à 2%, et ce individuellement et collectivement.

Bilan social

4



1. ÉTAT DES PERSONNES OCCUPÉES

Travailleurs pour lesquels la société a introduit une déclaration DIMONA ou qui sont inscrits au registre général du personnel

| Au cours de l'exercice | Total | 1. Hommes | 2. Femmes |
|---|----------------|---------------|---------------|
| Nombre moyen de travailleurs | | | |
| Temps plein | 1.181,92 | 926 | 255,92 |
| Temps partiel | 197,58 | 100,33 | 97,25 |
| Total en équivalents temps plein (ETP) | 1.318,18 | 992,81 | 325,37 |
| Nombre d'heures effectivement prestées | | | |
| Temps plein | 1.532.613,13 | 1.209.844,40 | 322.768,73 |
| Temps partiel | 258.714,12 | 141.406,00 | 117.308,12 |
| Total | 1.791.327,25 | 1.351.250,40 | 440.076,85 |
| Frais de personnel | | | |
| Temps plein | 88.235.245,08 | 69.602.571,70 | 18.632.673,38 |
| Temps partiel | 14.873.184,58 | 7.925.370,04 | 6.947.814,54 |
| Total | 103.108.429,66 | 77.527.941,74 | 25.580.487,92 |
| Montant des avantages accordés en sus du salaire | 234.765,51 | 174.662,48 | 60.103,03 |

| Au cours de l'exercice précédent | P. Total | 1. P. Hommes | 2. P. Femmes |
|--|---------------|---------------|---------------|
| Nombre moyen de travailleurs en ETP | 1.304,7 | 988,9 | 315,8 |
| Nombre d'heures effectivement prestées | 1.783.089 | 1.357.377 | 425.712 |
| Frais de personnel | 99.733.959,95 | 75.870.222,89 | 23.863.737,06 |
| Montant des avantages accordés en sus du salaire | 220.198,11 | 165.010,48 | 55.187,63 |

| A la date de clôture de l'exercice (31.12.2025) | 1. Temps plein | 2. Temps partiel | 3. Total en équivalents temps plein |
|--|----------------|------------------|-------------------------------------|
| Nombre de travailleurs | 1.199 | 191 | 1.333,65 |
| Par type de contrat de travail | | | |
| Contrat à durée indéterminée | 1.190 | 188 | 1.323,23 |
| Contrat à durée déterminée | 9 | 3 | 10,42 |
| Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini | 0 | 0 | 0 |
| Contrat de remplacement | 0 | 0 | 0 |
| Par sexe et niveau d'études | | | |
| Hommes | 931 | 96 | 996,37 |
| de niveau primaire | 463 | 41 | 491,50 |
| de niveau secondaire | 300 | 28 | 321,45 |
| de niveau supérieur non universitaire | 83 | 12 | 89 |
| de niveau universitaire | 85 | 15 | 94,42 |
| Femmes | 268 | 95 | 337,29 |
| de niveau primaire | 23 | 13 | 31,48 |
| de niveau secondaire | 151 | 45 | 184,40 |
| de niveau supérieur non universitaire | 46 | 19 | 60,25 |
| de niveau universitaire | 48 | 18 | 61,16 |
| Par catégorie professionnelle | | | |
| Personnel de direction | 132 | 33 | 154,57 |
| Employés | 600 | 107 | 676,70 |
| Ouvriers | 465 | 51 | 500,38 |
| Autres | 2 | 0 | 2 |

2. PERSONNEL INTÉRIMAIRE ET PERSONNES MISES À LA DISPOSITION DE LA SOCIÉTÉ

| Au cours de l'exercice | 1. Personnel intérimaire | 2. Personnes mises à la disposition de la société |
|--|--------------------------|---|
| Nombre moyen de personnes occupées | 0,78 | 2,83 |
| Nombre d'heures effectivement prestées | 1.428,80 | 0 |
| Frais pour la société | 68.148,32 | 390.713,29 |

3. TABLEAU DES MOUVEMENTS DU PERSONNEL AU COURS DE L'EXERCICE

27

| ENTRÉES | 1. Temps plein | 2. Temps partiel | 3. Total en équivalents temps plein |
|--|----------------|------------------|-------------------------------------|
| Nombre de travailleurs pour lesquels la société a introduit une déclaration DIMONA ou qui ont été inscrits au registre général du personnel au cours de l'exercice | 97 | 3 | 99,2 |
| Par type de contrat de travail | | | |
| Contrat à durée indéterminée | 89 | 2 | 90,6 |
| Contrat à durée déterminée | 8 | 1 | 8,6 |
| Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini | 0 | 0 | 0 |
| Contrat de remplacement | 0 | 0 | 0 |

| SORTIES | 1. Temps plein | 2. Temps partiel | 3. Total en équivalents temps plein |
|---|----------------|------------------|-------------------------------------|
| Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite dans une déclaration DIMONA ou au registre général du personnel au cours de l'exercice | 78 | 6 | 81,9 |
| Par type de contrat de travail | | | |
| Contrat à durée indéterminée | 74 | 4 | 77,2 |
| Contrat à durée déterminée | 4 | 2 | 4,7 |
| Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini | 0 | 0 | 0 |
| Contrat de remplacement | 0 | 0 | 0 |
| Par motif de fin de contrat | | | |
| Pension | 45 | 3 | 47,3 |
| Chômage avec complément d'entreprise | 0 | 0 | 0 |
| Licenciement | 11 | 0 | 11 |
| Autre motif | 22 | 3 | 23,6 |
| Dont : le nombre de personnes qui continuent, au moins à mi-temps, à prester des services au profit de la société comme indépendants | 0 | 0 | 0 |

4. RENSEIGNEMENTS SUR LES FORMATIONS POUR LES TRAVAILLEURS AU COURS DE L'EXERCICE

| Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère formel à charge de l'employeur | Hommes | Femmes |
|---|---------------|-------------|
| Nombre de travailleurs concernés | 945 | 301 |
| Nombre d'heures de formation suivies | 32.539,29 | 9.573,20 |
| Coût net pour la société | 1.791.401,22 | 579.262,78 |
| dont coût brut directement lié aux formations | 1.791.401,220 | 579.262,780 |
| dont cotisations payées et versements à des fonds collectifs | 0 | 0 |
| dont subventions et autres avantages financiers reçus (à déduire) | 0 | 0 |

| Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère moins formel ou informel à charge de l'employeur | Hommes | Femmes |
|---|------------|-----------|
| Nombre de travailleurs concernés | 151 | 69 |
| Nombre d'heures de formation suivies | 1.613,00 | 872,50 |
| Coût net pour la société | 100.671,29 | 48.761,11 |

| Initiatives en matière de formation professionnelle initiale à charge de l'employeur | Hommes | Femmes |
|--|--------|--------|
| Nombre de travailleurs concernés | 0 | 0 |
| Nombre d'heures de formation suivies | 0 | 0 |
| Coût net pour la société | 0 | 0 |

Rapport de rémunération

5



Informations générales

Nom de l'organisme : **La Société wallonne des eaux**

Nature juridique : **SC de droit public**

Références légales : **Code de l'eau
(articles D.346 à D.391)**

Ministre de tutelle : **Yves Coppieters**

Période de reporting : **2025**

A. INFORMATIONS RELATIVES AUX ADMINISTRATEURS PUBLICS

1. Informations relatives aux mandats et à la rémunération

| CONSEIL D'ADMINISTRATION <i>Période du 01/01/25 au 18/06/25</i> | Titre | Date de désignation | Durée du mandat | Rémunération brute anuelle |
|---|----------------|------------------------|--------------------|-------------------------------|
| Denis VAN EECKHOUT | Président | 20 déc. 2023 | 18 juin 2025 | 19.278,17 € |
| Thomas SALDEN | Vice-Président | 20 déc. 2023 | 18 juin 2025 | 15.749,62 € |
| Kristel KARLER | Administrateur | 20 déc. 2023 | 18 juin 2025 | 6.803,84 € |
| Mireille FRANCOTTE | Administrateur | 20 déc. 2023 | 18 juin 2025 | 6.803,84 € |
| Diego SANGES | Administrateur | 20 déc. 2023 | 18 juin 2025 | 6.803,84 € |
| Christian LERICHE | Administrateur | 20 déc. 2023 | 18 juin 2025 | 4.386,16 € |
| Christina DEWART | Administrateur | 20 déc. 2023 | 18 juin 2025 | 4.386,16 € |
| Ingrid POTY | Administrateur | 20 déc. 2023 | 18 juin 2025 | 2.260,49 € |
| Emmanuelle VANDAMME | Administrateur | 20 déc. 2023 | 18 juin 2025 | 6.803,84 € |
| Adrien GRABARSKI | Administrateur | 20 déc. 2023 | 18 juin 2025 | 6.803,84 € |
| Simon DETHIER | Administrateur | 18 janv. 2024 | 4 fév. 2025 | 866,83 € |
| Marine WINAND | Administrateur | 20 fév. 2025 | 18 juin 2025 | 4.543,35 € |

| CONSEIL D'ADMINISTRATION <i>Période du 18/06/25 au 31/12/25</i> | Titre | Date de désignation | Durée du mandat | Rémunération brute anuelle |
|---|----------------|------------------------|--------------------|-------------------------------|
| Stéphane NICOLAS | Président | 18 juin 2025 | 17 juin 2030 | 22.437,58 € |
| Thomas SALDEN | Vice-Président | 18 juin 2025 | 17 juin 2030 | 15.853,20 € |
| Kristel KARLER | Administrateur | 18 juin 2025 | 17 juin 2030 | 3.771,47 € |
| Mireille FRANCOTTE | Administrateur | 18 juin 2025 | 17 juin 2030 | 3.771,47 € |
| Diego SANGES | Administrateur | 18 juin 2025 | 17 juin 2030 | 3.771,47 € |
| Emmanuelle VANDAMME | Administrateur | 18 juin 2025 | 17 juin 2030 | 3.771,47 € |
| Adrien GRABARSKI | Administrateur | 18 juin 2025 | 17 juin 2030 | 3.771,47 € |
| Marine WINAND | Administrateur | 18 juin 2025 | 17 juin 2030 | 4.565,72 € |
| Denis VAN EECKHOUT | Administrateur | 18 juin 2025 | 17 juin 2030 | 5.707,15 € |
| Cédric JACQUET | Administrateur | 18 juin 2025 | 17 juin 2030 | 6.189,15 € |
| Jessica MAYON | Administrateur | 18 juin 2025 | 17 juin 2030 | 6.189,15 € |
| Laurent LEVEQUE | Administrateur | 18 juin 2025 | 28 août 2025 | 884,16 € |
| Olivier HENRY | Administrateur | 28 août 2025 | 17 juin 2030 | 4.420,82 € |
| Rachid BOUKAMIR | Administrateur | 28 août 2025 | 17 juin 2030 | 4.420,82 € |

| COMITÉ D'AUDIT <i>Période du 01/01/25 au 18/06/25</i> | | | | |
|---|----------------|----------------------------|------------------------|------------------------------------|
| | Titre | Date de désignation | Durée du mandat | Rémunération brute annuelle |
| Simon DETHIER | Administrateur | 26 janv. 2024 | 4 fév. 2025 | 0 € |
| Christian LERICHE | Administrateur | 26 janv. 2024 | 18 juin 2025 | 0 € |
| Emmanuelle VANDAMME | Administrateur | 26 janv. 2024 | 18 juin 2025 | 0 € |

| COMITÉ D'AUDIT <i>Période du 18/06/25 au 31/12/25</i> | | | | |
|---|----------------|----------------------------|------------------------|------------------------------------|
| | Titre | Date de désignation | Durée du mandat | Rémunération brute annuelle |
| Rachid BOUKAMIR | Administrateur | 29 août 2025 | 17 juin 2030 | 0 € |
| Olivier HENRY | Administrateur | 29 août 2025 | 17 juin 2030 | 0 € |
| Emmanuelle VANDAMME | Administrateur | 29 août 2025 | 17 juin 2030 | 0 € |

| COMITÉ RÉMUNÉRATION <i>Période du 01/01/25 au 18/06/25</i> | | | | |
|--|----------------|----------------------------|------------------------|------------------------------------|
| | Titre | Date de désignation | Durée du mandat | Rémunération brute annuelle |
| Christina DEWART | Administrateur | 26 janv. 2024 | 18 juin 2025 | 0 € |
| Mireille FRANCOTTE | Administrateur | 26 janv. 2024 | 18 juin 2025 | 0 € |
| Ingrid POTY | Administrateur | 26 janv. 2024 | 18 juin 2025 | 0 € |

| COMITÉ RÉMUNÉRATION <i>Période du 18/06/25 au 31/12/25</i> | | | | |
|--|----------------|----------------------------|------------------------|------------------------------------|
| | Titre | Date de désignation | Durée du mandat | Rémunération brute annuelle |
| Cédric JACQUET | Administrateur | 29 août 2025 | 17 juin 2030 | 0 € |
| Mireille FRANCOTTE | Administrateur | 29 août 2025 | 17 juin 2030 | 0 € |
| Jessica MAYON | Administrateur | 29 août 2025 | 17 juin 2030 | 0 € |
| Marine WINAND | Administrateur | 29 août 2025 | 17 juin 2030 | 0 € |

| COMITÉ STRATÉGIQUE | | | | |
|--|----------------|----------------------------|------------------------|------------------------------------|
| <i>Période du 18/06/25 au 31/12/25</i> | | | | |
| | Titre | Date de désignation | Durée du mandat | Rémunération brute annuelle |
| Adrien GRABARSKI | Administrateur | 26 janv. 2024 | 18 juin 2025 | 0 € |
| Kristel KARLER | Administrateur | 26 janv. 2024 | 18 juin 2025 | 0 € |
| Thomas SALDEN | Administrateur | 26 janv. 2024 | 18 juin 2025 | 0 € |
| Diego SANGES | Administrateur | 26 janv. 2024 | 18 juin 2025 | 0 € |
| Denis VAN EECKHOUT | Administrateur | 26 janv. 2024 | 18 juin 2025 | 0 € |

| COMITÉ STRATÉGIQUE | | | | |
|--|----------------|----------------------------|------------------------|------------------------------------|
| <i>Période du 18/06/25 au 31/12/25</i> | | | | |
| | Titre | Date de désignation | Durée du mandat | Rémunération brute annuelle |
| Stéphane NICOLAS | Président | 29 août 2025 | 17 juin 2030 | 0 € |
| Adrien GRABARSKI | Administrateur | 29 août 2025 | 17 juin 2030 | 0 € |
| Kristel KARLER | Administrateur | 29 août 2025 | 17 juin 2030 | 0 € |
| Thomas SALDEN | Administrateur | 29 août 2025 | 17 juin 2030 | 0 € |
| Diego SANGES | Administrateur | 29 août 2025 | 17 juin 2030 | 0 € |
| Denis VAN EECKHOUT | Administrateur | 29 août 2025 | 17 juin 2030 | 0 € |

Le Conseil d'administration est composé de 13 membres.

2. Règles générales relatives à la rémunération des administrateurs publics

| Fonction | Fixe par an | Jeton par réunion |
|-----------------------------|-------------|---|
| Président | 41.715,73 € | - |
| Vice-Président | 31.602,82 € | - |
| Administrateur | - | 1.141,43 € au 1 ^{er} mars 2025 1.119,06 € au 1 ^{er} janv. 2025 |
| Commissaire du Gouvernement | - | 1.141,43 € au 1 ^{er} mars 2025 1.119,06 € au 1 ^{er} janv. 2025 |

Ces montants ont été fixés par l'Assemblée générale du 27 mai 2025.

Ils sont indexés de la même manière que les rémunérations et plafonnés conformément au décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public.

Les rémunérations fixes du Président et Vice-Président sont proratisées en fonction des présences aux réunions conformément au Décret relatif au statut de l'administrateur public.

Les plafonds annuels sont proratisés lorsque le mandat ne couvre pas l'année civile entière.

Les réunions des Comités d'audit, de rémunérations et stratégique ne sont pas rémunérées.

3. Informations relatives aux mandats dérivés

Le mandat dérivé est le mandat que l'administrateur public a obtenu dans une personne morale dans laquelle l'organisme détient des participations ou au fonctionnement de laquelle il contribue et où l'administrateur public a été désigné sur sa proposition.

| | Liste des mandats dérivés | Rémunération brute annuelle |
|--------------------|--|-----------------------------|
| Denis VAN EECKHOUT | Administrateur de Digit'Eaux | 0 € |
| Kristel KARLER | Administrateur de Digit'Eaux | 0 € |
| Adrien GRABARSKI | Administrateur de Mainvault jusqu'au 4 fév. 2025 | 0 € |
| Simon DETHIER | Administrateur SFE depuis le 11 déc. 2025 | 0 € |

Aucun administrateur public ne détient de mandat dérivé rémunéré.

4. Informations relatives à la répartition des genres

| | Femmes | Hommes | Total |
|------------------------------------|--------|--------|-------|
| Membres de l'organe de gestion | 5 | 8 | 13 |
| - dont administrateurs publics | 5 | 8 | 13 |
| - dont administrateurs non publics | 0 | 0 | 0 |

5. Informations relatives à la participation aux réunions

| | Conseil d'administration | Comité d'audit | Comité de rémunération | Comité stratégique |
|---------------------|--------------------------|----------------|------------------------|--------------------|
| Stéphane NICOLAS | 6 sur 6 | - | - | 1 |
| Denis VAN EECKHOUT | 10 sur 11 | 1 | - | 2 |
| Thomas SALDEN | 11 sur 11 | 1 | - | 2 |
| Kristel KARLER | 11 sur 11 | - | - | 1 |
| Mireille FRANCOTTE | 11 sur 11 | - | 3 | - |
| Diego SANGES | 11 sur 11 | - | - | 2 |
| Christian LERICHE | 5 sur 5 | 1 | - | - |
| Laurent LEVEQUE | 1 sur 1 | - | - | - |
| Christina DEWART | 5 sur 5 | - | 1 | - |
| Ingrid POTY | 2 sur 5 | - | - | - |
| Emmanuelle VANDAMME | 11 sur 11 | 2 | - | - |
| Adrien GRABARSKI | 11 sur 11 | - | - | 1 |
| Simon DETHIER | 1 sur 11 | - | - | - |
| Rachid BOUKAMIR | 5 sur 5 | 1 | - | - |
| Olivier HENRY | 4 sur 5 | 1 | - | - |
| Cédric JACQUET | 6 sur 6 | - | 2 | - |
| Jessica MAYON | 6 sur 6 | - | 2 | - |
| Marine WINAND | 8 sur 10 | - | 1 | - |

- Le Conseil d'administration s'est réuni à 11 reprises en 2025 les 24 janvier, 21 février, 28 mars, 25 avril, 23 mai, 23 juin, 29 août, 26 septembre, 24 octobre, 28 novembre et 19 décembre.
- Le Comité d'audit s'est réuni les 17 mars et 17 novembre.
- Le Président et le Vice-Président peuvent assister aux réunions du Comité d'audit.
- Le Comité de rémunération s'est réuni les 17 mars, 25 novembre et 9 décembre.
- Le Comité stratégique s'est réuni les 15 avril et 14 octobre.

B. INFORMATIONS RELATIVES AU(X) GESTIONNAIRE(S)

35

1. Informations relatives à la relation de travail

| Comité de direction | Titre | Nature de la relation de travail | Si contrat : - Type de contrat - Date signature - Date entrée en fonction | Si mandat Fct P : - Date AGW désignation - Date entrée en fonction |
|---------------------|-----------|----------------------------------|--|---|
| ERIC VAN SEVENANT | Président | contrat | Convention D.370 Code de l'eau signée le 22 déc. 2023 entrée en vigueur le 1 ^{er} janv.2024 | AGW 20 déc.2023 Entré en fonction 1 ^{er} janv.2024 |
| ERIC SMIT | membre | contrat | Convention D.370 Code de l'eau signée le 22 déc. 2023 entrée en vigueur le 1 ^{er} janv.2024 | AGW 20 déc.2023 Entré en fonction 1 ^{er} janv.2024 |
| ISABELLE JEURISSEN | membre | contrat | Convention D.370 Code de l'eau signée le 22 déc. 2023 entrée en vigueur le 1 ^{er} janv.2024 | AGW 20 déc.2023 Entré en fonction 1 ^{er} janv.2024 |
| NICOLAS PIRE | membre | contrat | Convention D.370 Code de l'eau signée le 22 déc. 2023 entrée en vigueur le 1 ^{er} mars 2024 | AGW 20 déc.2023 Entré en fonction 1 ^{er} mars 2024 |

2. Informations relatives à la rémunération

Détail de la rémunération brute annuelle relative à la période de *reporting*.

| | Eric VAN SEVENANT | Eric SMIT | Nicolas PIRE | Isabelle JEURISSEN |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Rémunération fixe | 277.230,12 € | 259.094,20 € | 259.094,20 € | 259.094,20 € |
| Rémunération variable (le cas échéant) | 24.788,53 € | 23.414,34 € | 23.414,34 € | 23.414,34 € |
| Plan de pension complémentaire (le cas échéant) | 21.073,08 € | 21.073,08 € | 21.073,08 € | 21.073,08 € |
| Total (rémunération brute annuelle) | 323.091,73 € | 303.581,62 € | 303.581,62 € | 303.581,62 € |

Conformément à la décision du Gouvernement wallon du 20 décembre 2023 désignant Monsieur Eric VAN SEVENANT comme Président du Comité de Direction de la Société Publique de Gestion de l'Eau (SPGE), ce mandat est assumé sans salaire, avantages ou défraitements additionnels à ceux prévus pour le Président du Comité de direction de la SWDE. En exécution de cette décision, la rémunération de Monsieur Eric Van Sevenant est prise en charge à parts égales entre les 2 sociétés selon des modalités déterminées par une convention. En vertu de celle-ci, sa rémunération variable est déterminée par les deux conseils d'administration et la SWDE a la responsabilité de veiller au respect des dispositions en matière de rémunération des gestionnaires publics du décret relatif à l'administrateur public.

3. Modalités de paiement de la rémunération variable (le cas échéant)

Conformément à la décision du 15 décembre 2023, le Conseil d'administration fixe les composantes de la rémunération variable à allouer aux gestionnaires :

- Une base commune à l'ensemble des bénéficiaires et intervenant à concurrence de 50% dans le calcul du montant promérité. Elle est calculée au prorata de l'évaluation globale du contrat de gestion pour l'année considérée.
- Une base commune de 25 % en fonction du degré de réalisation des objectifs communs SWDE et SPGE.
- Une base spécifique intervenant pour les 25 autres % reprenant les objectifs spécifiques au Comité de direction de la SWDE

4. Informations relatives aux indemnités de départ

Aucune indemnité de départ n'est établie en faveur des administrateurs et gestionnaires publics.

5. Informations relatives aux mandats dérivés

Le mandat dérivé est le mandat que le gestionnaire a obtenu dans une personne morale dans laquelle l'organisme détient des participation ou au fonctionnement de laquelle il contribue et où le gestionnaire a été désigné sur sa proposition.

| Liste des mandats dérivés | | Rémunération brute annuelle |
|---------------------------|---|-----------------------------|
| Eric VAN SEVENANT | - SFE | 0 € |
| Eric SMIT | - Digit'eaux | 0 € |
| | - Mainvault | 0 € |
| Isabelle JEURISSEN | - Aquawal | 0 € |
| | - Association des Gestionnaires de Réseaux Wallons asbl | 0 € |
| Nicolas PIRE | - Aquawal | 0 € |
| | - SFE | 0 € |
| | - Cluster H2O | 0 € |
| | - Digit'eaux | 0 € |

C. INFORMATIONS RELATIVES AU(X) COMMISSAIRE(S) DU GOUVERNEMENT

1. Informations relatives aux mandats et à la rémunération

| CONSEIL D'ADMINISTRATION | Date de désignation | Durée du mandat | Rémunération brute annuelle |
|--------------------------|---------------------|-----------------|-----------------------------|
| Briec QUEVY | 5 sept. 2024 | Indéterminée | 10.575,31 € |
| Sébastien BERTRAND | 5 sept. 2024 | Indéterminée | 10.575,31 € |

Mme Ingrid GABRIEL a été désignée observatrice en novembre 2021.

Le poste d'observateur au Conseil d'administration n'est pas rémunéré.

Les plafonds annuels sont proratisés lorsque le mandat ne couvre pas l'année civile entière.

Le point 5.4. de la Charte de gouvernance prévoit notamment que les Commissaires du Gouvernement wallon sont invités aux réunions des Comités spécialisés.

2. Informations relatives à la participation aux réunions

| | Organe de gestion |
|--------------------|-------------------|
| Sébastien BERTRAND | 10 CA sur 11 |
| Briec QUEVY | 10 CA sur 11 |

Le Conseil d'administration s'est réuni à 11 reprises en 2025 les 24 janvier, 21 février, 28 mars, 25 avril, 23 mai, 23 juin, 29 août, 26 septembre, 24 octobre, 28 novembre et 19 décembre.



Éditeur responsable

Éric Van Sevenant
Société wallonne des eaux

Rue de la Concorde, 41
B-4800 Verviers

Conception graphique et mise en page
Paperduck.be